

delà, s'était voué aux œuvres en faveur des étudiants. Il voulait dès 1937 constituer « quelque chose de solide au Quartier latin », et se trouve à l'origine de beaucoup des initiatives propres du COPAR. Ce dernier outre qu'il regroupe les diverses œuvres (Office du tourisme universitaire, BUS, Bureau des étrangers, Comité des étudiants d'outre-mer.) développe ses aides directes : le service médical aide financièrement aux consultations médicales, le secteur des restaurants universitaires passe de l'agrément à la gestion directe puis à la construction de véritables restaurants universitaires, tandis que le service du logement s'étend à la réservation d'hôtels, voire en envisage l'achat. Les initiatives culturelles (théâtre, chorales, orchestres) se développent également. Au point que le Ministre en 1946 donne en exemple aux recteurs de province les initiatives et réalisations du COPAR pour la mise en œuvre des futurs comités régionaux. Cette providence était une avant-garde.

Antonin Dubois, *Organiser les étudiants : socio-histoire d'un groupe social (Allemagne et France 1880-1914)* Editions du Croquant, 2021, 368 pages.

Issue d'une thèse de doctorat, l'étude s'écarte d'une histoire événementielle qui au reste aurait été doublée entre mouvements étudiants en France et en Allemagne. Plutôt, il s'agit, en écho à l'étude fondatrice d'E.J.Thomson sur la formation de la classe ouvrière anglaise d'étudier comment s'est constitué le groupe social des étudiants dans la France de la III^e République et l'Allemagne du II^e Reich.

Trois grandes parties scandent l'ensemble : d'abord la genèse du groupe social constitué par l'action de l'Etat, qui en trace les contours par sa réglementation particulière concernant les Universités, puis par l'enregistrement statistique de ce groupe finalement reconnu dans les dernières années du 19^e siècle. Un parallélisme apparent rapproche les décrets de Carlsbad en 1819 qui surveillent étroitement les organisations étudiantes, et en France l'ordonnance de 1820 qui interdit les associations d'étudiants. En fait le parallélisme n'est qu'apparent, car les pays allemands sont dotés dès 1815 d'associations étudiantes, les *Burschenschaften*, tandis que l'Université française est un désert associatif jusqu'au décret de 1883 qui lève l'interdit sur les organisations étudiantes. Dès lors en France se constituent les AGE, associations générales d'étudiants, un temps modèle unique d'associationnisme alors que les Universités d'Outre-Rhin connaissent divers modèles dont se détachent les Corps au recrutement ultra-sélectif, et qui néanmoins s'affirment comme seuls représentants légitimes des étudiants.

Est ensuite présentée la fonction socialisatrice des associations étudiantes. Elle est certes plus intense dans les associations allemandes, du fait du recrutement strict (et donc des exclusions, visant le plus souvent les juifs et parfois les catholiques, amenés à créer leurs propres groupements) ; à quoi s'ajoutent les étapes initiatiques de l'adhésion, les rituels dont les duels (dans le cas des Corps) ; va dans le même sens l'influence

des *Alte Herren*, les Anciens, devenus adultes haut-placés ; l'antériorité des *Burschenschaft* assure leur prééminence. Le phénomène est bien moindre en France où les AGE, ouvertes à tous, cherchent surtout le patronage d'universitaires et d'hommes politiques, ce qui ne les empêche pas de proclamer leur apolitisme...républicain. Apolitisme affiché aussi en Allemagne, où la célébration de l'anniversaire de l'empereur ou de Bismarck n'est que pur patriotisme. Ce sont là les seules manifestations de rue chez les étudiants allemands, alors que les Français ont déjà un autre répertoire d'action, fait de manifestations de protestation et grèves des cours. Autre forme de socialisation, l'hostilité manifestée envers d'autres ; c'est le cas pour les étudiants étrangers, nombreux à Paris (18,8% des effectifs en 1913) et dans les grandes universités du Reich ; mais pour l'auteur il s'agit dans le cas français d'une crainte préprofessionnelle pour les débouchés, tandis que du côté allemand c'est pure xénophobie anti-slave et antisémite. L'auteur passe ensuite rapidement sur le cas des étudiantes, finalement (1914) presque aussi nombreuses en Allemagne qu'en France. Il insiste davantage sur l'auto-affirmation masculiniste et sociale que constitue l'attitude face au service militaire : dans les deux pays les étudiants ont un statut particulier dans l'institution militaire : en Allemagne l'engagement d'un an, avec équipement aux frais de l'intéressé, permet de devenir officier de réserve ; en France la législation évolue vers la généralisation à tous d'un service de deux ans (1905), mais les AGE obtiennent pour les étudiants le statut d'élèves officiers la deuxième année.

Au prix de certaines redites la troisième partie aborde la mobilisation politique chez les étudiants et leurs formes d'action. Dans les deux pays on assiste vers 1900 à une diversification des organisations étudiantes et par là d'une politisation plus ouverte, sinon du milieu dans son ensemble, au moins de diverses fractions.

En Allemagne les élections législatives de 1907 voient les *Burschenschaften*, supposée apolitiques dénoncer ouvertement le danger social-démocrate ; quelques années avant, de nouvelles exclusives avaient été lancées contre les associations catholiques. En même temps naissent de nouveaux groupements se voulant « modernes » c'est à dire débarrassés des traditions de duels et de beuveries (*Mensur* et *Kneipe*), et revient (sans succès) la revendication du droit d'association pour les étudiants.

Du côté français où apparaissent vers 1900 de nouvelles organisations politiques, dont l'Action française (l'auteur doute que celle-ci ait vraiment fait « main basse sur le Quartier latin ») les AGE sont concurrencées par de nouvelles venues, les associations corporatives (en Droit et surtout Médecine et Pharmacie). Celles-ci revendiquent des réformes des études, thème ignoré jusqu'alors (et absent en Allemagne) et utilisent pour cela l'outil du chahut. Le mot syndicat fait même son apparition.

Pour Antonin Dubois, en 1914 sont constitués de part et d'autre du Rhin des groupes sociaux différents l'un de l'autre mais ayant désormais en commun une forte

conscience d'eux-mêmes et une aussi forte reconnaissance sociale. Un siècle après, y a-t-il encore la capacité à faire exister le groupe social étudiant, se demande-t-il, et nous avec lui.

Alain Monchablon

Hugo Melchior, *Blouses blanches et Gwenn Ha Du: la grève oubliée des étudiants en médecine de Rennes*

La longue grève des étudiants en médecine de la faculté de Rennes s'est déroulée au début de l'année 1973, et elle aura duré 93 jours... Cet ouvrage, auto-édité, porte sur une page méconnue de l'histoire remuante et riche des mouvements étudiants en France depuis 1968. Il est composé d'une première partie où l'on trouvera plus de 60 photographies donnant à voir cette lutte collective et ses jeunes protagonistes, d'une longue analyse de cette grève remarquée et remarquable, mais également des entretiens avec d'anciens acteurs-témoins, alors étudiants en médecine à Rennes, sans oublier la préface de l'historien spécialiste de la Bretagne contemporaine, Christian Bougeard et la postface de Robi Morder.

Postface : Un mouvement peut en cacher un autre....

Le grand mérite du travail qu'Hugo Melchior met à disposition des lectrices et des lecteurs, au-delà du cas singulier de cette « grève oubliée » des carabins de Bretagne, c'est de rappeler que derrière un grand mouvement national – c'est le cas ici avec la protestation contre la Loi Debré et la réforme des DEUG – se déroulent une multitude de micro-mobilisations aux motivations différentes, hétérogènes. Et la convergence, si elle élargit un rapport de forces, peut aussi « noyer » les revendications spécifiques dans les revendications générales du groupe social qui les porte.

Pour ne prendre que 1973, dont la mémoire collective garde l'image de l'entonnoir qui couvre le chef de Michel Debré, l'histoire nous rappelle qu'il y eut également en février des grèves dans les IUT pour la reconnaissance des diplômes dans les conventions collectives, l'incendie du collège Pailleron à Paris et le début d'une mobilisation contre l'insécurité des bâtiments scolaires que la grève contre la Loi Debré a à la fois continué et effacé ; l'histoire nous rappelle – au travers notamment des photographies et des actualités filmées – que dans l'enseignement technique, outre les revendications spécifiques relatives à la reconnaissance des diplômes, la crainte du chômage (et oui, déjà !), contre « le CET usine », la sécurité des bâtiments et machines, les mots d'ordre et banderoles dénonçaient le racisme. Ils préfiguraient les problématiques touchant l'ensemble de l'enseignement secondaire actuel.

THÈSES (avec résumés)

Arsandaux, Julie, *L'estime de soi chez les étudiants à l'université : liens avec les comportements de santé et les problèmes de santé mentale et physique*, thèse de doctorat en Santé

L'auteur utilise l'image et des témoignages, bien souvent dévalorisés. Pourtant, ce qu'ils apportent, c'est au moins de l'épaisseur humaine. Quels habits, quelles coupes de cheveux, quelle largeur des rues dans lesquelles s'écoulaient les cortèges, quels équipements des forces de l'ordre, etc. L'image nous dit beaucoup du climat d'une époque, d'un environnement. De même le témoignage, s'il est souvent peu fiable dans le détail des événements (confusions de dates, de lieux) rapporte une ambiance, un contexte. Evidemment, il faut recouper, éclairer les sources les unes par rapport aux autres. En allant à la recherche de ce que la mémoire efface, en mobilisant les sources et ressources : archives, presse, tracts, témoignages, photographies, et en les recoupant Hugo Melchior fait œuvre d'historien.

Ce n'est pas le premier mouvement des étudiants en médecine en France, ni la première mobilisation étudiante ou lycéenne, ni la première manifestation d'une spécificité bretonne, certes, mais en ces premiers mois de 1973 l'on a affaire à une véritable conjonction multisectorielle de mobilisations qui se nourrissent les unes des autres. Et Hugo Melchior montre bien comment, au travers des revendications manifestes l'on a de manière latente l'expression d'aspirations régionales qui peuvent servir de liant, de ciment, entre ces diverses arènes. Et dans ces secteurs, la répertoire d'action collective ne doit rien à la génération spontanée, sans non plus relever de la manipulation par des minorités : assemblées générales, coordinations, comités de grève, organisation des manifestations doivent à la rencontre entre l'expérience de militants, d'habitats collectifs – notamment renouvelés dans l'après 1968 – et aspirations démocratiques à la prise en main collective de ses propres affaires dans un milieu scolarisé qui se sent apte, de par son niveau de connaissances, à contrôler les délégués d'un pouvoir de représentation. L'auteur nous renvoie ainsi aux acquis de la sociologie politique.

Je ne peux conclure sans relever la brûlante actualité du livre d'Hugo Melchior sur deux plans : celui de l'usage de la manifestation comme du « maintien de l'ordre », mais, surtout la situation de la médecine et de la santé. Comment ne pas penser aux effets dramatiques du *numerus clausus* sur notre système sanitaire et hospitalier ? Ces carabins bretons nous font réfléchir : ils mobilisent leur corporation, mais sans corporatisme. En défendant leurs intérêts immédiats ils n'agissent pas pour des intérêts de caste, mais pensent à leur place dans la société, au service de la société reprenant, sans forcément y penser, ce que la charte d'Amiens dénommait la « double besogne quotidienne et d'avenir » du syndicalisme.

Robi Morder Paris, le 27 novembre 2020

publique Epidémiologie, sous la direction de Cédric Galéra. Bordeaux 2020

L'estime de soi est définie par le « sentiment que chacun a de sa propre valeur ». Elle se construit dans l'enfance puis évolue avec l'environnement social et les